

**LE PRÉSIDENT DU FASO,
CHEF DE L'ÉTAT,
PRÉSIDENT DU CONSEIL DES MINISTRES,**

- Vu** la Constitution ;
Vu la Charte de la Transition du 14 octobre 2022 et son modificatif du 25 mai 2024 ;
Vu la lettre n°2024-148/ALT/PRES/SG/DGLCP/DSCACP du 30 décembre 2024 du
Président de l'Assemblée législative de Transition transmettant pour promulgation
la loi n° 043-2024/ALT du 30 décembre 2024 portant amnistie et conditions d'octroi
de la grâce amnistiante ;

DÉCRÈTE

Article 1 : Est promulguée la loi n° 043-2024/ALT du 30 décembre 2024 portant amnistie
et conditions d'octroi de la grâce amnistiante.

Article 2 : Le présent décret sera publié au Journal officiel du Faso.

Ouagadougou, le 30 decembre 2024



Capitaine Ibrahim TRAORE

BURKINA FASO

**LA PATRIE OU LA MORT,
NOUS VAINCRONS**


**ASSEMBLEE LEGISLATIVE
DE TRANSITION**

IV^E REPUBLIQUE

TROISIEME LEGISLATURE DE TRANSITION

LOI N°043-2024/ALT

**PORTANT AMNISTIE ET CONDITIONS D'OCTROI DE LA
GRÂCE AMNISTIANTE**



L'ASSEMBLEE LEGISLATIVE DE TRANSITION

- Vu la Constitution ;
- Vu la Charte de la Transition du 14 octobre 2022 et son modificatif du 25 mai 2024 ;
- Vu la résolution n°001-2022/ALT du 11 novembre 2022 portant validation du mandat des députés ;
- Vu la résolution n°003-2022/ALT du 14 novembre 2022 portant règlement de l'Assemblée législative de transition et son modificatif n°005-2024/ALT du 27 juillet 2024 ;

a délibéré en sa séance du 30 décembre 2024
et adopté la loi dont la teneur suit :



Article 1 :

La présente loi accorde une amnistie aux présumés auteurs et aux auteurs des faits commis les 15 et 16 septembre 2015.

La présente loi fixe les conditions d'octroi de la grâce amnistiante.

Article 2 :

Les personnes ayant déjà fait l'objet d'une condamnation pénale ou d'une sanction disciplinaire ou faisant l'objet de poursuites pour les faits visés à l'article 1 ci-dessus et se rapportant aux infractions relatives à l'atteinte à la sûreté de l'Etat et toutes autres infractions commises dans les mêmes circonstances de temps, peuvent bénéficier d'une grâce amnistiante.

Article 3 :

La grâce amnistiante est accordée, sur leurs demandes, aux personnes qui :

- font preuve d'engagement sur le terrain des opérations de la reconquête du territoire ou dans leurs unités ou services respectifs ;
- font preuve de bonne conduite en détention ;
- manifestent un intérêt particulier pour les opérations de reconquête du territoire.

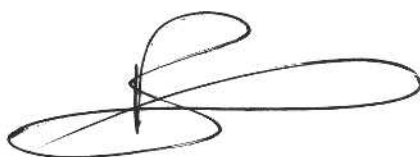
La demande de la grâce amnistiante est faite dans un délai de six mois à compter de la date de promulgation de la présente loi.

Article 4 :

Les effets de l'amnistie et de la grâce amnistiante sont ceux prévus par la loi n°15/61/AN du 09 mai 1961 réglementant l'amnistie en Haute-Volta.

Toutefois, la grâce amnistiante s'applique aux amendes pénales prononcées.

Les droits des parties civiles demeurent préservés et les voies d'exécution restent ouvertes en ce qui concerne les intérêts civils.



Article 5 :

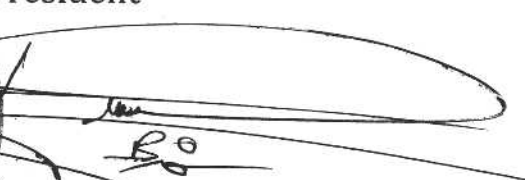

Il est interdit à toute personne ayant eu connaissance dans l'exercice ou à l'occasion de l'exercice de ses fonctions, de rappeler sous quelque forme que ce soit, ou de laisser subsister dans tout document quelconque, les condamnations pénales, les sanctions disciplinaires et les déchéances effacées par la grâce amnistiante.

Article 6 :

La présente loi sera exécutée comme loi de l'Etat.

Ainsi fait et délibéré en séance publique

à Ouagadougou, le 30 décembre 2024

Le Président


Dr Ousmane BOUGOUMA

Le Secrétaire de séance



Sié François d'Assise COULIBALY